

## **Conflit NMPP : Par le mauvais bout de la lorgnette**

**L**es grèves dans le groupe Amaury et dans la presse parisienne en juin dernier au sujet des NMPP ont eu pour prolongement un conflit aux multiples rebondissements entre les éditeurs, qui a rendu les enjeux opaques et peu lisibles.

Si l'essentiel semble être sauvé (maintien des publications du groupe Amaury dans le système coopératif de diffusion), les appétits contradictoires de grands groupes éditoriaux sont apparus au grand jour, ce qui laisse une impression de fragilité pour l'avenir. Néanmoins, la grève dans les publications du groupe Amaury pendant cinq jours, les rassemblements toutes les nuits devant le *Parisien* à Saint-Ouen, et aussi, ne nous en déplaît, la non-sortie des titres nationaux le 13 juin, témoignent d'une remobilisation du Livre parisien qui, même inégale, a été décisive pour contraindre le groupe Amaury au retour au sein des NMPP.

C'est sur l'attitude de notre syndicat que je veux revenir ici rapidement, car l'enjeu des événements semble lui avoir échappé dès le début. Dans une missive hâtivement rédigée le 12 juin au soir, notre secrétaire écrivait : « Il nous paraît parfaitement stupide de faire une grève générale alors même qu'il y a un engagement des patrons de discuter deux jours plus tard. »

Était visée la grève appelée en presse parisienne par ceux que nous nous obstinons à appeler « la coordination des quatre syndicats » (en réalité, le Comité inter rival). S'il s'était agi d'un conflit concernant d'abord et essentiellement les ouvriers de PDP, filiale des NMPP chargée de la diffusion des quotidiens à Paris et en proche banlieue et dont l'organisation syndicale, contrairement à celle des NMPP, est affiliée à notre Comité inter à nous, ce point de vue serait acceptable. Ce n'était malheureusement pas le cas, car le coup de force tenté par le groupe Amaury visait d'emblée les NMPP dans leur ensemble. Si l'en-

jeu était celui-là – et personne ne semble le contester sérieusement après coup –, n'était-il pas logique d'engager d'emblée la résistance, et ce au niveau le plus large possible ? Or Berthier, et c'est tout de même un paradoxe, ne semblait reconnaître comme conséquences de la décision du groupe Amaury que celles retombant sur les ouvriers de PDP : « C'est PDP (500 ouvriers environ) qui distribue la presse au niveau parisien. C'est donc eux qui sont touchés par la décision du groupe Amaury de se retirer des NMPP (...) A ce niveau-là de l'action, les camarades de PDP n'appelaient pas à un soutien de l'ensemble de la presse, cette éventualité n'étant envisageable que si la réunion, prévue demain jeudi, avec le Conseil supérieur des messageries et la direction du groupe Amaury tournait défavorablement. » (Circulaire du mercredi 13 juin.)

L'appel à la grève des titres parisiens le 13 juin a été présenté par nous comme une simple manœuvre de la Fédération et du SGL visant à noyer PDP dans un mouvement plus large. C'était là prendre les choses par le petit bout de la lorgnette. C'était juger un conflit non en fonction de ses enjeux réels – ici la défense d'un système égalitaire de diffusion de la presse et celle de la convention collective – mais à travers le seul prisme d'une bataille de légitimité entre deux morceaux rivaux du Comité inter. C'était réduire le conflit à des manœuvres du Malin pour conforter son pouvoir, son contrôle et son image.

Je souhaite que nous réfléchissions aux effets d'une vision trop étroitement conditionnée par les batailles fractionnelles entre appareils, au point de perdre de vue les enjeux réels. Et que nous ne rééditions pas l'exploit de lancer le premier et seul appel à la mobilisation des correcteurs... après la conclusion de l'accord entre Amaury et l'autre Comité inter !

*Michel Spagnol*

## **RÉPONSE À MICHEL SPAGNOL**

**L**a tribune libre de Michel Spagnol est une contribution intéressante au débat sur le récent conflit des NMPP, dont on ne s'étonnera pas, cependant, que je ne partage pas l'approche.

Avant de répondre sur le fond je tiens cependant à rectifier une très légère déformation de mes propos effectuée par notre camarade, qui affirme que « le premier et seul appel à la mobilisation des correcteurs » a été fait « après la conclusion de l'accord entre Amaury et l'autre Comité inter ». J'ai pris la peine d'informer de la situation, par téléphone et par e-mail, les délégués correcteurs de l'ensemble de la presse aussitôt la grève décidée au *Parisien*. J'ai dit en substance ceci :

– Le comité inter n'appelaient à la grève qu'au *Parisien*, pour l'instant, puisqu'il y a un engagement de rendez vous avec les éditeurs de presse deux jours plus tard ; en attendant il fallait rester mobilisé.

– un mot d'ordre de grève sur l'ensemble de la presse sera lancé

éventuellement si nous n'obtenons pas satisfaction. Ce que Michel Spagnol désigne comme « le premier et seul appel (sous-entendu : écrit) à la mobilisation des correcteurs » a été lancé – Spagnol le dit très bien – « après la conclusion de l'accord entre Amaury et l'autre Comité inter » parce que cet accord était totalement inacceptable, et il ne fait pas de doute que si, dès le lendemain, nous n'avions pas signé un second accord qui nous convenait mieux, il y aurait eu un mouvement sur l'ensemble de la presse, que le camarade Spagnol, je n'en doute pas, aurait bien entendu suivi, même si « l'autre Comité inter » n'avait pas appelé.

Il est toujours difficile de ne pas appeler à une grève que d'autres font. On passe pour un briseur de grève. Mais il y a un moment où il faut être cohérent et avoir le courage de ses opinions. Il y a quelques années, le secrétaire délégué avait, dans des circonstances un peu

semblables, refusé d'appeler à une grève presse-bouton lancée par la Coordination des quatre syndicats. Il avait, à mon avis, fait l'erreur de ne pas expliquer sa décision aux correcteurs. C'est une erreur que nous n'avons pas renouvelée, cette fois.

Faut-il préciser que la CSTP n'avait pas non plus appelé à la grève, ce que nombre de camarades photo-compositeurs n'avaient semble-t-il pas compris ?

Dire que les enjeux sont « opaques et peu lisibles », comme le fait Michel, est très exagéré car ce camarade est membre du comité syndical et il n'ignore pas les analyses qui y ont été développées, ainsi que lors d'une commission de la presse à laquelle il a assisté, en présence d'un camarade de PDP qui s'est, me semble-t-il, très clairement expliqué.

Il serait donc plus juste de dire – et c'est son droit – que Michel Spagnol ne partage pas ces analyses, qu'il ne partage pas l'analyse que fait le syndicat